



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 17 – 23 novembre 2021

## En bref

**L'incidence est à la hausse et atteint les 132 cas/100 000 hab. sur 14 jours (132,19/100 000 hab. sur 14 jours au 22/11, soit +50 par rapport au 11/11). Au 17/11, 80,5 % de la population totale a reçu au moins une dose du vaccin (soit 90,7 % de la population cible ; âgée de plus de 12 ans), 79 % est vaccinée (soit 89 % de la population cible).** Le variant delta est dominant dans toutes les régions et représenterait 98,9 % des nouveaux cas pendant la semaine 44 (du 1 au 7 novembre).

**Retraites :** Le gouvernement et les syndicats se sont mis d'accord le 15/11 pour établir le nouveau « mécanisme d'équité intergénérationnel » pour financer les pensions de retraite pour les populations de la génération du baby-boom.

**Fonds européens :** l'Espagne a demandé officiellement le 12/11 le versement de la première tranche des fonds de relance à la Commission pour un montant de 10 Md€.

**Prévisions :** les prévisions d'automne de la Commission européenne renvoient à la baisse les prévisions de croissance de l'Espagne en 2021 et 2022, à respectivement + 4,6 % et + 5,5 %.

## LE CHIFFRE À RETENIR

+5,4 %

Inflation en octobre en glissement annuel

Duro Felguera : l'agence des participations de l'Etat, la SEPI, a validé la tranche complémentaire d'aide (80M€ sur un total de 120M€) pour le sauvetage de l'entreprise industrielle Duro Felguera.

## 🔍 Zoom sur : « Mécanisme d'équité intergénérationnel » pour le financement des retraites

Le gouvernement et les syndicats se sont mis d'accord le 15/11 pour établir le nouveau « mécanisme d'équité intergénérationnel » pour financer les pensions de retraite pour les populations de la génération du *baby-boom* qui consiste principalement à :

**Entre 2023 à 2032, reconstituer un fonds de réserve de 42Md€ pour la sécurité sociale**, en augmentant de 0,6 point les cotisations à la Sécurité Sociale. Cette « surcotisation » temporaire serait répartie entre employeur (0,5 point) et salarié (0,1 point), et devrait générer près de 42 Md€ pour alimenter le fonds de réserve de la Sécurité Sociale.

**À partir de 2033, utiliser le fonds de réserve comme un système assurantiel en cas de déviation par rapport aux prévisions de dépenses du système de retraite.**

Dans le détail, le mécanisme sera adapté selon l'évolution des dépenses du système de retraites par rapport à la trajectoire qui sera prévue jusqu'en 2050 dans le rapport sur le vieillissement de la population que la Commission Européenne publiera en 2024. En cas de non déviation sur la trajectoire de dépense prévue, les « surcotisations » seront employées pour réduire les cotisations à la Sécurité Sociale ou augmenter les pensions de retraite. En cas de déviation, le fonds de réserve généré lors de la décennie précédente sera utilisé dans une limite de 0,2% du PIB par an. Si ce fonds de réserve se révèle finalement insuffisant, le gouvernement devra renégocier de nouvelles mesures avec les partenaires sociaux pour, soit réduire le pourcentage de dépense en retraites par rapport au PIB, soit augmenter à nouveau les cotisations sociales ou trouver toute autre formule alternative pour augmenter les recettes du système pour un montant maximal équivalent à 0,8 point de PIB.

# COVID-19

## 1 Vaccination

**Au 21/11, 80,5 % de la population totale a reçu au moins une dose du vaccin (soit 90,8 % de la population cible ; âgée de plus de 12 ans), 79 % est vaccinée (soit 89,1 % de la population cible).** Des 78,1 millions de doses distribuées aux régions (56,1 M de Pfizer-BioNTech, 10,8 M de Moderna, 9,1 M d'AstraZeneca et 2,2 M de Janssen), 75 M ont été administrées (95,9 %). L'Estrémadure (99,7 %), les Asturies (99,6 %) et l'Andalousie (98 %) enregistrent les taux d'administration les plus élevés, alors que Ceuta (84,2 %) et Melilla (75,2 %) enregistrent les taux d'administration les plus faibles.

### Données vaccination semaines 45-46

	Semaine précédente	Cette semaine
N° de semaine	45	46
Date des données	09/11/2021	16/11/2021
Pop. ayant reçu au moins la 1ère dose (en milliers; en % de la pop. totale)	38117,8 80,3%	38177,7 80,5%
Pop. complètement vaccinée (en milliers; en % de la pop. totale)	37417,4 78,9%	37487,8 79,0%
3ème doses (en milliers; en % de la pop. complètement vaccinée)	2 004,7 5,4%	2904,3 7,7%

Source : Ministère de la Santé

Le jour de référence pour chaque semaine est le mardi :  
dernière donnée du 16/11/2021.

## 2 Restrictions

Limite pour rassemblements : Uniquement dans les Îles Canaries (12 personnes).

Conditions d'ouverture des discothèques : Discothèques ouvertes dans toutes les régions avec restrictions variables d'occupation maximale, horaires d'ouverture et conditions de consommation (sans restriction dans 11 sur 17 région).

## Actualité économique

### 1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Fonds européens : l'Espagne a demandé officiellement le 12/11 le versement de la première tranche des fonds de relance à la Commission pour un montant de 10 Md€. Pour le recevoir, la Commission devra vérifier dans un délai de 2 mois si l'Espagne a atteint les 52 jalons et objectifs permettant ce premier transfert. Pour rappel, la Commission avait déjà avancé 9 Md€ au gouvernement espagnol en août, sans conditions. Cette demande de l'Espagne a lieu après la signature des [dispositions opérationnelles entre l'Espagne et la Commission](#) le 10/11 détaillant les modalités de suivi du plan espagnol avec notamment des réunions trimestrielles de suivi de l'exécution du plan.

### 2 Macroéconomie

Prévisions : les prévisions d'automne de la Commission européenne revoient à la baisse les prévisions de croissance de l'Espagne en 2021 et

**2022.** La Commission prévoit une croissance de +4,6 % en 2021 (contre + 6,2 % – -1,6 pp – lors de ses prévisions d'été) et de +5,5 % en 2022 (contre 6,3 % – -0,8 pp). La prévision pour 2023 est +4,4 %.

**L'Airef, Autorité Indépendante de Responsabilité Fiscale, a indiqué le 11/11 que les Ministères d'Economie et des Comptes Publics, ainsi que l'Institut National de Statistique (INE) n'ont pas encore mis en place ses recommandations.** Parmi les 7 recommandations : plus de transparence sur l'impact des fonds européens (pour le Ministère d'Economie), un plan de consolidation fiscale à moyen terme (pour le Ministère des Comptes Publics) et une refonte du calendrier de publication des données de comptabilité nationale pour mieux s'aligner sur les échéances communautaires et celles du budget national (pour l'INE).

**Inflation : l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une hausse interannuelle de 5,4% en octobre 2021 (+1,4 point par rapport à septembre).** Cette augmentation est portée essentiellement par le logement (+20,5% en g.a.) et les transports (+12,3% en g.a.), catégories qui comprennent les prix de l'électricité, du gaz et des carburants. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente, indice hors aliments bruts et énergie, augmente de 0,4 point et se situe à 1,4% de hausse interannuelle.

**Pauvreté : selon l'INE, la hausse de 3 % du revenu minimum vital (IMV) prévue par le gouvernement en 2022 serait insuffisante pour que 21 % de la population espagnole ne soit plus en risque de pauvreté.** D'après les résultats de la dernière enquête de conditions de vie de l'INE, il y a un écart de près de 4 000 euros entre l'aide reçue par un adulte seul (5 808 euros annuels) et le revenu de 9 626 euros qui fixe son seuil de risque de pauvreté. L'écart est plus important et atteint les 9 000 euros pour les ménages de deux adultes et deux enfants, qui recevront 11 035 euros à travers l'IMV, mais dont le revenu minimum pour

ne pas être en risque de pauvreté serait de 20 215 euros selon l'INE.

### 3 Finances publiques

**Budget 2022 : Le Congrès des Députés a accepté d'examiner le projet de loi de finances pour 2022 (rejet des « amendements à la totalité »).** Le projet a été discuté en commission des finances et le sera en plénière toute la semaine du 22/11 avec un vote prévu le 25/11. En cas de vote positif, le projet sera ensuite discuté au Sénat.

**Dettes publiques : la dette des administrations publiques s'élève à 1 432 Md€ fin septembre avec une hausse de 9,5% en g.a.** Le ratio dette/PIB recule de 0,7 point par rapport au trimestre précédent mais reste à un niveau historiquement élevé à 122,1% selon les estimations de la Banque d'Espagne (sur la base du PIB nominal des 4 derniers trimestres). Le gouvernement prévoit que le ratio de dette converge à la fin de l'année vers l'objectif établi dans son Programme de Stabilité (119,5 % du PIB), à mi-chemin entre les prévisions de la Commission Européenne (120,6% du PIB) et de l'autorité budgétaire indépendante AIReF (119,5%).

**Finances publiques locales : la Communauté de Madrid a émis une obligation verte à 7 ans de 500 M€, avec un taux de 0,16%.** La demande a dépassé de 2,4 fois l'offre. Cette émission fait suite à une première levée d'1 Md€ en obligation verte en début d'année pour la région.

### 4 Emploi

**Emploi public : les partis du gouvernement de coalition (PSOE et Unidas Podemos) et les groupes PNV (parti nationaliste basque) et ERC (parti indépendantiste catalan de gauche) ont décidé le 11/11 que les intérimaires en poste depuis plus de 5 ans dans l'administration publique (environ 300 000 personnes**

concernées) obtiendront un contrat à durée indéterminée sans passer les concours de la fonction publique. Pour rappel 75 % des intérimaires travaillent dans les secteurs de la santé et de l'éducation, soit près de 465 000 sur un total de 622 295 intérimaires dans l'administration publique. Ces deux secteurs seront parmi ceux qui bénéficieront le plus du nouvel accord.

**Chômage partiel :** l'Inspection de Travail a imposé 5 832 sanctions liées à des fraudes dans l'usage du dispositif de chômage partiel. L'organisme a reçu près de 44 400 dossiers, dont 35 200 ont déjà été évalués et 5 832 ont donné lieu à des sanctions. Un nouveau Plan Stratégique de l'Inspection de Travail et la Sécurité Social a été approuvé pour la période 2021-2023 par le Conseil des Ministres du 16/11, modernisant le modèle d'inspection pour utiliser les données et les nouvelles technologies.

## 5 Entreprises

**Duro Felguera :** la SEPI, l'agence en charge des participations de l'Etat, a validé la tranche complémentaire d'aide de 80 M€ (total de 120 M€) pour le sauvetage de Duro Felguera. La SEPI a approuvé la modification du plan de viabilité, qui intègre notamment l'accord avec les entités financières pour le refinancement de la dette. Pour rappel, le Conseil des Ministres avait approuvé le sauvetage en mars 2021, la deuxième tranche ayant été reportée deux fois (initialement en juin, puis septembre et enfin novembre).

## 6 Secteur immobilier

**Politiques de logement :** la Ministre Raquel Sanchez a annoncé la création d'une assurance pour impayés pour les jeunes locataires. Ce nouveau dispositif permettra le financement d'une assurance privée pour impayés d'une

durée maximale d'un an. La prime de l'assurance sera plafonnée à 5 % du montant du loyer annuel. L'aide sera octroyée aux jeunes, sous conditions de revenu (inférieurs à 23 726€) et de la valeur du loyer (seuil qui sera déterminé ultérieurement avec les communautés autonomes).

**Politiques du logement :** une nouvelle version de l'impôt municipal de plus-value immobilière a été approuvée par le Conseil des Ministres. La version jusqu'ici en vigueur avait été censurée fin octobre par le Tribunal Constitutionnel, avec un risque pour les finances publiques locales car cet impôt représente 9% des ressources des villes.

## 7 Secteur financier

**Présence des banques espagnoles dans le monde :** BBVA va renforcer sa présence en Turquie en achetant la banque Garanti. BBVA, qui possède 49,8 % du capital de la banque turque, a lancé une offre publique d'achat de l'intégralité des parts restantes. Le montant est évalué à 2,25 Md€. A l'annonce de l'opération, le cours de BBVA a reculé de 5%.

**Fonds d'investissement :** BBVA va lancer son premier fond de dette privée. La banque espagnole espère lever 200 M€. Cette stratégie est justifiée par le manque de rentabilité de la dette souveraine. Il s'agit du 5ème fond d'investissement alternatif créé par BBVA depuis 15 ans.

**Fusions bancaires :** CaixaBank et Bankia finalisent leur intégration commerciale et celle de leurs systèmes d'information. Depuis la mi-

novembre une seule interface est désormais proposée aux clients de la banque.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)